

N° 164 - Janvier-Février 2025

DIASPORAS

news

LA RÉFÉRENCE AFRO-CARIBÉENNE

Photo : DR

Paul BIYA

La g erontocratie au Cameroun



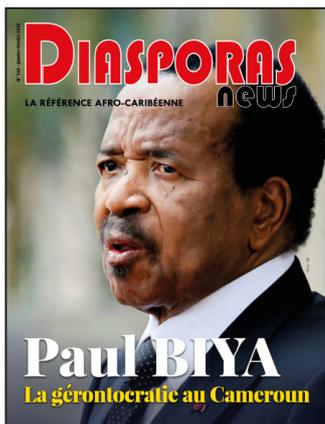
29



FESPACO

22 FEV - 01 MAR 2025

Cinemas d'Afrique et Identités Culturelles



DIASPORAS-NEWS
édité par DCS GROUP
Agence de Communication

Relations Publiques et Services
39, Rue Félix Faure
92700 COLOMBES - FRANCE

Site : www.diasporas-news.com
Tél. : +339 50 78 43 66
Mob. : +336 34 56 53 57
Fax : +339 55 78 43 66
contact@diasporas-news.com

Contact Publicité
+336 34 56 53 57
publicite@diasporas-news.com

Président Directeur de Publication
Thomas DE MESSE ZINSOU
redaction@diasporas-news.com

Conseiller du Président
Clotaire KATI COULIBALY

ont collaboré à ce numéro :
Lamine THIAM - Malick DAHO
Jean-Christophe PAGNI
Marie Inès BIBANG - Alain DOSSOU
Guy Florentin YAMEOGO
Kokouvi EKLOU

**Directrice Marketing
Relations Publiques**
Coura SENE-DIACK

Direction Artistique
Christ ZEADE

Représentant en Côte d'Ivoire
Richard KAUL MELEDJE

Représentante au Togo
Valérie ABOKI

Développement Région Rhône-Alpes
Dieudonné SOME WENS

Développement Rhône
Valentin G. SIKELY

Développement Hérault
Benjamin AKA

Développement Ile de France
Jean-Luc GNAGO GROYOU

Développement Haute-Garonne
Jérôme M'BOUA

Développement Alpes-Maritimes
Christian BOUTILLIER

Dépôt Légal : à parution
ISSN : 2105-3928

Impression : en France

La reproduction totale ou partielle des articles, photos ou dessins publiés dans ce magazine, sauf accord préalable, est interdite, conformément à la loi du 11 mars 1957 sur la propriété littéraire et artistique. Les documents reçus deviennent propriété du magazine.

EDITO

Du plomb dans l'aile



Emmanuel Macron à la Conférence annuelle des ambassadeurs et des ambassadrices à Paris. (Ph: DR)

C'est peu dire que les relations entre la France et son ancien pré-carré francophone en Afrique naviguent en ce moment de Charybde en Scylla. À l'instar des pays de l'Alliance des états du Sahel (AES) qui ont rompu les amarres avec l'ancienne puissance coloniale, les derniers bastions de la Françafrique sont aussi en train de tourner le dos à l'ancien partenaire. Si, dès les années 1960 à 1990, la France a assuré la sécurité de «régimes amis» de l'Afrique de l'Ouest en échange de leur loyauté géopolitique sur la scène internationale, ces relations avaient amorcé une décrue à l'avènement de Nicolas Sarkozy à l'Élysée. Ce dernier n'avait cessé de multiplier les maladroites voire une certaine condescendance vis-à-vis de l'Afrique. Des maladroites interprétées comme «un manque de respect manifeste», et qui ont trouvé leur point culminant dans le fameux discours de Dakar en 2007 où, sans sourcilier le président français avançait que «le drame de l'Afrique, c'est que l'homme africain n'est pas assez entré dans l'histoire». Nonobstant ce que les Africains avaient qualifié de foutaise, leurs dirigeants n'éurent pas assez de cran pour réagir de la façon la plus idoine qui soit. Mais le désamour ne fit que s'accroître en raison des positions ambivalentes de la France envers l'Afrique, entre promotion de la dé-

mocratie et soutien affiché à des régimes autoritaires. Les choix politiques français (mais aussi européens) sont vécus comme «vexatoires et injustes» par les populations africaines, majoritairement chez les jeunes. Si l'arrivée de François Hollande n'a pas fait évoluer les choses, elle ne les a pas détériorées davantage. Mais depuis l'accession au pouvoir d'Emmanuel Macron à la tête de l'Etat français, concomitant avec l'émergence de jeunes politiciens africains plus panafricains que leurs devanciers, les choses se sont gâtées. Le président français n'a eu de cesse de commettre bourde sur bourde en Afrique. Et ses récentes déclarations sur les accords de défense et de coopération militaire entre l'Hexagone et ses partenaires n'ont guère arrangé les choses. Dire que l'Afrique devrait remercier la France qui y a combattu le terrorisme, alors que les Africains demandent seulement que les bases militaires françaises sur le continent n'aient plus droit de cité, c'est l'overdose. La France a-t-elle dit merci à l'Afrique pour les tirailleurs sénégalais ? Les Africains, pour la plupart, veulent désormais prendre leur destin en main. Ils veulent traiter d'égal à égal avec la France, mais en toute liberté ; liberté leur permettant de faire jouer la concurrence avec d'autres pays du monde. Et que la France se le tienne pour dit !

Malick Daho

AFRIQUE DE L'OUEST

CEDEAO-AES, divorce consommé ?

Les états membres de la CEDEAO ont acté le dimanche 15 décembre 2024 le départ du Burkina Faso, du Mali et du Niger, tout en leur laissant six mois supplémentaires à partir de janvier pour éventuellement faire marche arrière.

Le dimanche 15 décembre 2024, les chefs d'État de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), réunis à Abuja, ont pris officiellement acte du prochain départ du Mali, du Burkina et du Niger.

Malgré donc les efforts diplomatiques déployés ces derniers mois par les pays de l'institution régionale, notamment la désignation du président sénégalais comme médiateur spécial, soutenue par le président togolais, l'Alliance des États du Sahel (AES) – composée du Mali, du Burkina Faso et du Niger – est restée inflexible. Le sommet qui s'est ouvert le dimanche 15 décembre 2024 à Abuja (Nigéria) devait officialiser ces départs et fixer les modalités de ce retrait historique qui prendra officiellement effet le 29 janvier 2025. Désireux d'éviter une rupture houleuse, la CEDEAO a finalement décidé d'octroyer une « période de transition » supplémentaire de six mois, soit jusqu'au 29 juillet prochain. Un

délai de rétraction élargi pour « maintenir les portes de la CEDEAO ouvertes aux trois pays pendant cette période » a défendu Omar Touray, le président de la Commission de la CEDEAO qui présentait les conclusions des travaux menés ces derniers mois.

En septembre 2023, les juntas au pouvoir au Mali, au Burkina Faso et au Niger décidaient de créer un nouvel organe de coopération sur les questions de défense et de sécurité, notamment la lutte contre le djihadisme. Ce sera l'Alliance des États du Sahel. Les trois pays sahéliens partagent également une rhétorique souverainiste et vont s'unir dans un contexte de profondes divisions et de crispations politiques, accentué par les lourdes sanctions économiques et financières imposées par la CEDEAO au Mali, au Burkina et au Niger, à la suite des coups d'État militaires survenus ces trois dernières années. À six reprises, les militaires s'empareront du pouvoir en Afrique de l'Ouest, souligne l'ONG Crisis Group: au

Mali en 2020 et 2021, en Guinée en 2021, au Burkina Faso en janvier et septembre 2022, et finalement au Niger en 2023. Les sanctions très sévères, surtout au Niger, provoquent des pénuries de médicaments et de denrées alimentaires, ralentissent l'économie, ce qui nourrit un fort ressentiment des populations à l'encontre de la CEDEAO.

À l'inverse, le discours souverainiste des juntas séduit. La menace d'intervention armée de l'organisation au Niger en juillet 2023 finit de braquer les militaires au pouvoir. Ils dénoncent la posture « sous influence étrangère » de la CEDEAO qu'ils accusent d'être devenue une « menace pour ses États et ses populations ».

Une chose est sûre, instaurer une période de transition faisait partie des doléances du président sénégalais Bassirou Diomaye Faye, médiateur officiel entre la CEDEAO et l'AES, mais surtout du chef d'État togolais Faure Gnassingbé, qui joue en sous-main un rôle d'intermédiaire entre les deux camps depuis le début de

la crise. Tous deux espèrent tenir là, une ultime chance de faire changer d'avis les putschistes.

Que se passera-t-il le 29 juillet 2025 au soir si les dernières tentatives de médiation ont échoué ? Deux scénarios sont possibles. La CEDEAO, à la veille de son 50^e anniversaire, pourrait décider de sauver son intégrité territoriale en reculant sur ses normes de gouvernance, et notamment ses appels répétés aux militaires à rendre le pouvoir aux civils, afin de convaincre l'AES de rester en son sein. La coopération entre ses États membres perdrait alors sa composante politique pour n'être plus qu'économique et sécuritaire.

Dans le cas contraire, la séparation deviendrait effective avec les pays du Sahel. Laquelle ne serait pas nécessairement définitive : si les gouvernements putschistes basculent vers un régime civil, les discussions pour un retour potentiel pourraient être relancées.

Lamine Thiam

Les enjeux majeurs du divorce

Les enjeux du divorce entre la CEDEAO et l'AES sont considérables. D'abord sur le plan économique et social. En instaurant un passeport commun dès les années 2000, la CEDEAO a facilité la libre circulation des citoyens au sein de ses quinze pays membres. Avec le retrait de l'organisation régionale, de sérieux obstacles à la circulation pourraient surgir, menaçant particulièrement les importantes diasporas malienne, burkinabè et nigérienne, installées dans d'autres États (et inversement). La veille du Sommet d'Abuja, l'AES avait annoncé à la télévision publique malienne, constituer «un espace sans visa pour tout ressortissant» de la CEDEAO. Ceux-ci «ont le droit d'entrer, de circuler, de résider, de s'établir et de sortir sur le territoire des États membres de la Confédération des États du Sahel dans le respect des textes nationaux en vigueur», renseignait le communiqué lu par le ministre malien des Affaires



Ibrahim Traoré (Burkina Faso), Assimi Goïta (Mali) et Tiani Abdourahmane (Niger) restent membres pour le moment de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA). (Ph: DR)

étrangères. En cas de retour de taxes douanières ainsi que des visas etc., c'est l'économie qui serait durement impactée, puisque les activités commerciales entre ces États sont considérables. Les pays de l'AES sont particulièrement dépendants, pour leurs importations mais aussi exportations, de la CEDEAO. Et pour celle-ci, ces échanges constituent des revenus importants.

Avec 70 millions d'habitants en moins, la CEDEAO verrait son PIB chuter tandis qu'une augmentation des prix des denrées fragiliserait les populations sahéliennes. Pour autant, si les facilités actuelles seront moindres, cela ne signifie pas nécessairement la fin des relations économiques. Des accords de coopérations seront probablement conclus dans le futur, tant les relations sont es-

sentielles pour les deux camps. Par ailleurs, l'AES reste membre pour le moment de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA) qui réunit huit pays de la CEDEAO, tous liés par le franc CFA. Si aucune sortie n'a été annoncée, le futur projet de monnaie commune dans l'AES pourrait acter un nouveau départ.

L.T.

Et maintenant, on fait quoi ?

La transition devrait permettre de régler certains points, comme le cas des fonctionnaires et des institutions de la CEDEAO basés dans ces différents pays, ou celui des échanges transfrontaliers entre les pays francophones et anglophones - en particulier le Nigeria - qui n'appartiennent pas à l'UEMOA et n'utilisent pas le franc CFA. Mais aussi, et surtout, de mettre en place une coopération militaire apaisée entre les différents États, condition indispensable à la sécurisation des frontières et à la limitation de l'expansion des groupes djihadistes sahéliens. Si cette coopération militaire a toujours été le parent pauvre de la CEDEAO, la crise actuelle pourrait justement fournir à l'organisation l'opportunité de réorienter sa politique sécuritaire. Des discussions ont notamment été lancées pour changer l'objectif de sa « force en attente », la force militaire conjointe des États membres



Les groupes djihadistes ne cessent de gagner du terrain dans la région du Sahel. (Ph: DR)

mobilisable par le président de la commission. Initialement destinée à rétablir l'ordre constitutionnel dans les États membres, elle pourrait ainsi être envoyée en appui aux armées natio-

nales des pays du Sahel pour lutter contre le terrorisme, alors que les groupes djihadistes ne cessent de gagner du terrain dans la région.

L.T.



POLITIQUE » Sénégal

Ousmane Sonko reprend de volée Emmanuel Macron

Le Premier ministre sénégalais Ousmane Sonko a contesté avec virulence, le lundi 6 janvier 2025, des propos tenus par Emmanuel Macron : il a qualifié de « totalement erronée » l'affirmation selon laquelle le départ annoncé des soldats français ferait suite à une proposition de la France qui aurait laissé aux pays concernés par une réorganisation de la présence militaire française la primeur d'annoncer de tels retraits.



Ousmane Sonko s'est inscrit en faux avec virulence contre des propos du président Emmanuel Macron sur l'engagement militaire français en Afrique. (Ph: DR)

Le ton monte... Le Premier ministre sénégalais Ousmane Sonko a contesté le lundi 6 janvier 2025 que le retrait annoncé des soldats français de son pays aurait donné lieu à des négociations entre Paris et Dakar et s'est inscrit en faux avec virulence contre des propos du président Emmanuel Macron sur l'engagement militaire français en Afrique.

Ousmane Sonko a qualifié sur les réseaux sociaux de totalement erronée » l'affirmation selon laquelle le départ annoncé des quelques centaines de soldats français ferait suite à une proposition de la France qui aurait laiss-

é aux pays concernés par une réorganisation de la présence militaire française la primeur d'annoncer de tels retraits.

« Aucune discussion ou négociation n'a eu lieu à ce jour et la décision prise par le Sénégal découle de sa seule volonté, en tant que pays libre, indépendant et souverain », a dit Ousmane Sonko, dont le pays a annoncé ces dernières semaines la fin en 2025 de toute présence militaire française et étrangère sur le sol national.

« Nous avons proposé aux chefs d'Etat africains de réorganiser notre présence. Comme on est très polis, on leur a laissé la primauté de l'annonce », a déclaré

Emmanuel Macron lundi lors de la conférence des ambassadeurs et ambassadrices en évoquant le retrait militaire français, généralement forcé, d'un certain nombre de pays africains ces dernières années.

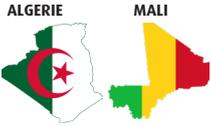
Ousmane Sonko, grand pourfendeur de la présence française dans son pays avant son accession au pouvoir en 2024, a aussi apporté un contredit cinglant aux déclarations d'Emmanuel Macron fustigeant « l'ingratitude » de dirigeants africains qui ne seraient plus à la tête de pays souverains sans le déploiement de l'armée française.

« La France n'a ni la capacité ni la légitimité pour assurer à l'Afrique

sa sécurité et sa souveraineté. Bien au contraire, elle a souvent contribué à déstabiliser certains pays africains comme la Libye avec des conséquences désastreuses notées sur la stabilité et la sécurité du Sahel », a répliqué Ousmane Sonko.

Devant les ambassadeurs, le lundi 6 janvier 2025, Emmanuel Macron a également déclaré que les dirigeants africains avaient « oublié de dire merci » à la France pour son intervention dans la lutte contre le terrorisme au Sahel. Une déclaration qui ne passe pas au Tchad où le ministre des Affaires étrangères dénonce « une attitude méprisante ».

L.T.



Conflit Algérie-Mali « POLITIQUE

C'est quoi le problème entre Assimi Goïta et Abdelmajid Tebboune ?

Déjà compliquées, les relations entre l'Algérie et le Mali connaissent une nouvelle escalade après la publication d'un communiqué accusant Alger d'ingérence et de complicité avec les terroristes qui sévissent au Mali, la semaine dernière, à Bamako. Si, en Algérie, l'exécutif n'a pas officiellement réagi, plusieurs parlementaires sont montés au créneau ces derniers jours pour dénoncer ces accusations.

Le ton continue de monter entre Alger et Bamako. Les relations entre le Mali et son voisin algérien ont atteint un niveau de tensions inédit. Après le rappel des ambassadeurs à Alger et Bamako, nul ne peut prévoir jusqu'où ira l'escalade entre les deux pays.

Dans son communiqué du 1er janvier, après avoir dénoncé « la persistance des actes d'ingérences » de l'Algérie sur son territoire et accusé cette dernière de soutenir les « groupes terroristes » touareg qui s'y trouvent, Bamako invitait Alger à cesser de faire du Mali « un levier de son positionnement international ».

Quel est véritablement le problème ?

Les autorités maliennes ont visiblement décidé de ne rien laisser passer de ce qu'elles considèrent comme une « ingérence persistante de l'Algérie » dans les affaires internes de leur pays. Cette fois, ce sont des propos attribués au ministre algérien des Affaires étrangères qui ont provoqué l'ire de Bamako. Selon la junte malienne, le chef de la diplomatie algérienne a tenu des propos « inamicaux » sur la stratégie malienne contre le terrorisme.

Derrière ces accusations au vitriol, se cache une rupture totale de confiance entre l'Algérie et le Mali qui furent pourtant très proches. À la demande de l'Algérie, le Mali de Moussa Traoré avait reconnu en 1973 le République arabe sahraouie (RASD).



Le rapprochement entre le président algérien Abdelmajid Tebboune et l'imam Mahmoud Dicko dérange Bamako. (Ph: DR)

Le territoire malien avait servi de base-arrière aux combattants algériens lors de la guerre de libération nationale contre la colonisation française (1958-1962).

Après avoir dénoncé en janvier 2024, l'Accord pour la paix et la réconciliation (APR) au Mali, plus connu sur le nom d'Accord d'Algérie, la transition malienne estime que l'Algérie n'a plus désormais aucun rôle à jouer dans la crise du Nord, qui devient pour Bamako une affaire de politique intérieure malienne.

À Alger, la lecture de la situation est différente. En effet, la diplomatie algérienne et le Département du renseignement et de la sécurité (DRS) continuent de considérer que l'Algérie reste légitime, malgré la dénonciation de l'Accord d'Alger, pour jouer le go between entre le pouvoir malien

et l'ex-rébellion touarègue. Plusieurs responsables de la Coordination des mouvements armés (CMA), structure fédérative des irrédentistes touaregs, ont été reçus en 2024 à Alger. Après la dénonciation de l'Accord d'Alger, les militaires au pouvoir ont organisé un dialogue inter-malien en mai 2024 auquel n'ont pas pris part les organisations de l'EX-CMA. Pour les autorités de Bamako ceux qui se sont mis en dehors du processus interne et qui souhaitent poursuivre la lutte armée après la reconquête de Kidal, en novembre 2023, sont « des terroristes » que l'Algérie n'a pas à recevoir.

Outre les propos jugés « inamicaux » par le Mali et l'accueil par les officiels algériens des ex-rebelles que Bamako considère comme des « terroristes »,

le pouvoir malien n'a guère apprécié le tête-à-tête organisé en décembre 2023 à Alger entre le président algérien Abdelmajid Tebboune et l'imam Mahmoud Dicko, considéré aujourd'hui comme la bête noire des généraux aux commandes de l'Etat. Ancien allié des militaires pour renverser le régime de l'ex-président Ibrahim Boubacar Keita (IBK) en août 2020, la figure emblématique des religieux maliens n'est plus jamais revenue au Mali depuis sa réception en grandes pompes par le président algérien. Plusieurs sources maliennes soutiennent que l'imam Dicko vit désormais entre le Nigeria et l'Algérie qui lui assurerait « le gîte et le couvert ». Le fond du problème ? Certainement...

Lamine Thiam



POLITIQUE » Guinée

Mamadi Doumbouya : « 2025 sera une année électorale cruciale »

En Guinée, l'année 2025 sera une «année électorale cruciale» pour le pays, selon le général Mamadi Doumbouya. L'une des annonces phares de son discours de nouvel an était celle de la reprise des activités politiques dans le pays avec, au programme, des élections présidentielles et législatives, ainsi qu'un référendum pour l'adoption d'une nouvelle Constitution.



Mamadi Doumbouya : « L'année 2025 sera une année électorale cruciale pour parachever le retour à l'ordre constitutionnel ». (Ph: DR)

La page de la transition militaire ne s'est pas fermée pas le 31 décembre 2024. Initialement, c'est ce jour à minuit que devait s'opérer le retour à l'ordre constitutionnel, comme le général Mamadi Doumbouya et la junte du Comité national du rassemblement pour le développement (CNRD) s'y étaient engagés avec la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (Cédéao). Il y a trois semaines, le gouvernement a confirmé que la date butoir ne serait pas tenue, évoquant une deuxième phase dite de la « refondation de l'État »,

plus de trois ans après le coup d'État du 5 septembre 2021 qui a renversé le régime d'Alpha Condé.

« L'année 2025 sera une année électorale cruciale pour parachever le retour à l'ordre constitutionnel », promesse du général Mamadi Doumbouya à la télévision nationale, lors de ses vœux à la Nation.

Le président de la transition a annoncé la reprise totale des activités politiques en vue d'élections législatives, présidentielle et communales. Il a également affirmé qu'une date pour un référendum pour l'adoption d'une nouvelle Constitution serait an-

noncée dans les trois prochains mois.

Pour Souleymane Souza Konaté, le chargé de communication de la coalition politique d'opposition Alliance nationale pour l'alternance et la démocratie (Anad), les annonces de Mamadi Doumbouya, qui ne s'appuient sur aucun calendrier clair, sont des promesses « déjà entendues » et peu crédibles. « Nous disons que ce n'est pas sincère, parce qu'ils ont promis le référendum constitutionnel au mois de mars 2024, j'ajoute-il. Ensuite, ça a été au mois de novembre. Après, le Premier ministre s'est engagé sur

le fait que ce soit au plus tard au mois de décembre. Et ça n'a pas été le cas. Aujourd'hui, on nous parle du premier trimestre (2025). Pour nous, ça ne règle absolument pas la question ». Pour rappel, Mamadi Doumbouya avait pris le pouvoir en septembre 2021 en renversant Alpha Condé, à la tête de la Guinée de 2010 à 2021, très contesté après sa réélection pour un troisième mandat. Les nouvelles autorités, issues du putsch, s'étaient alors engagées à un retour à l'ordre constitutionnel avant fin 2024.

L.T.



Bénin (Présidentielle 2026) « POLITIQUE

Yayi Boni au secours de Kemi Seba ?

Kemi Seba s'est déclaré candidat à la présidentielle de 2026 au Bénin. L'activiste veut succéder à Patrice Talon, au terme de ses deux mandats constitutionnels.



Kemi Seba critique la domination des entreprises françaises sur l'économie béninoise, qu'il considère comme un frein à la prospérité nationale. (Ph: DR)

Dans un discours prononcé sur ses comptes sur les réseaux sociaux, Kemi Seba a annoncé sa candidature aux prochaines présidentielles au Bénin. « Après des mois de réflexion, pour ne pas dire des

années, j'ai décidé d'accepter les demandes incessantes visant à me pousser à être candidat à la présidence du Bénin », a-t-il déclaré. Une annonce qui marque un tournant dans le parcours de ce militant souvent controversé. Le sulfureux panafricaniste a

dressé un tableau sombre de la situation nationale. Il a dénoncé une explosion des prix des produits de première nécessité, du gaz et de l'essence, ainsi que la détresse sociale des agriculteurs et des enseignants. Selon lui, la gouvernance actuelle, marquée

par une politique qu'il estime répressive et élitiste, a exacerbé les inégalités.

Kemi Seba, président de l'ONG Urgences Panafricanistes, a également évoqué la situation socio-économique du Bénin et répondu aux appels croissants en faveur de sa candidature à l'élection présidentielle de 2026.

Face à une crise économique et sociale qu'il qualifie de sans précédent, il a présenté trois options stratégiques pour concrétiser sa potentielle candidature.

De son vrai nom Stellio Gilles Robert Capo-Chichi, Kemi Seba (43 ans), conscient des défis posés par le code électoral actuel béninois, qu'il juge restrictif, a détaillé trois options pour ouvrir la voie à un changement politique : S'appuyer sur le Parti des Démocrates : Cette première option repose sur une collaboration avec le parti de l'ancien président Boni Yayi, seul parti d'opposition capable, selon lui, de réunir les parrainages nécessaires pour concourir. Il appelle ce parti à faire preuve de pragmatisme en soutenant une candidature susceptible de mobiliser largement la population.

Constituer une coalition pour réformer le code électoral : Kemi Seba propose la création d'une coalition élargie qui militerait pour des réformes permettant à tous les candidats crédibles de participer à l'élection présidentielle.

La déclaration de Kemi Seba intervient alors que Patrice Talon, au pouvoir depuis 2016, ne peut briguer un troisième mandat en vertu de la Constitution béninoise.

Alain Dossou



POLITIQUE » Centrafrique

Faustin-Archange Touadéra : « L'année 2025 verra les élections présidentielles et législatives... »

Le président centrafricain Faustin-Archange Touadéra (67 ans) a délivré le samedi 28 décembre 2024 un discours sur l'état de la Nation à l'occasion du Nouvel An. Face aux députés, le chef de l'État entend faire de la situation sécuritaire, diplomatique et économique la colonne vertébrale de sa politique pour l'année 2025.



La Constitution centrafricaine du 30 août 2023 autorise Faustin-Archange Touadéra à se représenter pour un troisième mandat. (Ph: DR)

Le locataire du palais de la Renaissance a dévoilé ses projets : « Au titre des perspectives pour 2025, nous allons mettre en œuvre le plan national de développement, continuer à assurer la stabilité politique, l'ancrage démocratique du pays et surtout consolider la paix, la stabilité, la sécurité, l'unité nationale et renforcer la souveraineté, facteur de notre stabilité », a déclaré dans un

discours sur l'état de la nation le 25 décembre 2024 Faustin-Archange Touadéra. Autre point important concernant les élections de 2025, le président Faustin-Archange Touadéra a lancé un appel à l'endroit de la classe politique : « Les élections locales constituent un pas important de l'opposition de décentralisation de notre pays à travers la responsabilisation des élus locaux. L'année 2025 verra aussi les

élections présidentielles et législatives. J'exhorte la classe politique et surtout les opposants à faire preuve de maturité politique, de patriotisme pendant cette période fragile. Je réitère ma volonté de faire de la place à tout le monde. J'exhorte les leaders politiques de notre nation à avoir le courage et la responsabilité de s'élever au-dessus des considérations personnelles et politiciennes pour permettre à

nos concitoyens de bénéficier des dividendes de la paix retrouvée. Je forme à nouveau le vœu que nous construisions ensemble une sécurité pour toujours. », a-t-il souligné. Même si la Constitution du 30 août 2023 l'autorise à se représenter pour un troisième mandat, le chef de l'État n'a pas abordé cette question.

Alain Dossou



Cameroun « POLITIQUE

L'église catholique a-t-elle tourné le dos à Paul Biya ?

Lors de son discours du 31 décembre 2024, Paul Biya a laissé entendre qu'il pourrait briguer un autre septennat lors des prochaines élections. Depuis, ça, jase... Lors de leurs homélies, plusieurs prélats n'hésitent plus à lancer des piques à Paul Biya.



Paul Biya entretient le suspense sur sa candidature à la présidentielle de d'octobre 2025. (Ph : DR)

A moins d'un an des élections régionale et présidentielle, Paul Biya a exhorté les acteurs politiques camerounais à faire preuve de maturité et de patriotisme, à la faveur de son traditionnel discours de fin d'année. «Je puis vous assurer que ma détermination à vous servir demeure intacte et se renforce au quotidien face à l'ampleur des défis auxquels nous sommes confrontés», a affirmé Paul Biya. Des propos perçus par certains leaders politiques comme une déclaration tacite de candidature à la présidentielle d'octobre 2025. Une éventualité que réfute le président du Front des Démocrates

Camerounais (FDC). Selon Denis Emilien Atangana, en raison de l'immobilisme du système de gouvernance actuel du pays, Paul Biya ne doit plus briguer un autre septennat. «Nous venons de passer sept ans et on n'a pas eu de conseil ministériel. On n'a pas vu le président Biya visiter un chantier. On n'a pas vu le président Biya présider le Conseil supérieur de la magistrature. Et on a l'impression aujourd'hui que le pays est plutôt gouverné par des hautes instructions et qu'un nouveau mandat serait un suicide», assure-t-il. Au pouvoir depuis près de 43 ans, Paul Biya va fêter, le 13 février prochain, ses 92 ans. Il demeure toujours le président

de son parti, le Rassemblement démocratique du peuple camerounais, et donc le candidat naturel à la présidentielle conformément aux textes de base de sa formation politique. Fin décembre, Jacques Fame Ndongo, ministre de l'Enseignement supérieur et secrétaire à la communication du RDPC, a appelé à une nouvelle candidature du président camerounais en invoquant trois raisons : la Constitution, son parti et sa base militante. Lors de leurs homélies à l'occasion de la fête du nouvel an, plusieurs évêques camerounais ont lancé des piques, critiquant la gouvernance Paul Biya, alors que ce dernier se dit toujours « déterminé à servir » le pays.

L'évêque Barthélemy Yaouda Hourgo s'est lâché : « On ne va pas souffrir plus que ça encore. On a déjà souffert. Le pire ne viendra pas. Même le diable qu'il prenne d'abord le pouvoir au Cameroun, et on verra après ». « Qu'est-ce que les Camerounais n'ont pas encore enduré ? Comment est-il possible que le mal-être des Camerounais ne pousse pas les responsables de ce pays à mettre fin aux trop nombreuses souffrances ? » s'est interrogé le prélat. Le Cameroun tiendra une présidentielle en octobre 2025. Paul Biya n'a pas encore dit s'il sera candidat ou pas.

A.D.



POLITIQUE » Côte d'Ivoire

Alassane Ouattara entretient le suspense

Le président ivoirien Alassane Ouattara (83 ans) entretient le suspense sur sa candidature ou non à un quatrième mandat à l'élection du 25 octobre 2025. « À la date d'aujourd'hui, je n'ai pas encore pris de décision », a-t-il déclaré 9 janvier 2025 à l'occasion de ses vœux au corps diplomatique.

Partira, partira pas ? Le suspense demeure entier.

Au pouvoir depuis 2011, le chef de l'Etat ivoirien dit ne pas avoir « encore pris de décision » au sujet de son éventuelle candidature lors de l'élection présidentielle prévue en octobre 2025.

Le 9 janvier 2025, Alassane Ouattara a souligné être « désireux de continuer à servir » son pays, tout en assurant ne pas avoir tranché au sujet de sa candidature à un quatrième mandat à la présidentielle d'octobre 2025. « A la date d'aujourd'hui, je n'ai pas encore pris de décision. Mais je peux aussi vous rassurer [sur le fait] que je suis en pleine santé et désireux de continuer de servir mon pays », a affirmé Alassane Ouattara, à l'occasion de ses vœux au corps diplomatique, sous les applaudissements nourris des membres du gouvernement.

Il a également estimé que son parti comptait dans ses rangs, potentiellement, « au moins une demi-douzaine de candidats, qui sont dans cette salle », sans les nommer.

Le premier tour de la présidentielle doit se tenir le 25 octobre 2025. La Côte d'Ivoire a vécu plusieurs crises liées à des élections, comme celle de 2010-2011 qui avait fait quelque 3 000 morts. Alassane Ouattara a en tout cas souhaité « rassurer » en affirmant que l'élection « sera paisible, démocratique et transparente ».



Alassane Ouattara : « Aujourd'hui, je peux vous dire que je n'ai pas encore pris de décision. Mais je peux aussi vous rassurer que je suis en pleine santé et désireux de servir mon pays ». (Ph: DR)

Plusieurs personnalités ont d'ores et déjà annoncé leur candidature. L'ancien président Laurent Gbagbo (2000-2011) a été investi par le Parti des peuples africains - Côte d'Ivoire (PPA-CI), mais est actuellement inéligible en raison d'une condamnation judiciaire. Son épouse, Simone Ehivet Gbagbo, a également annoncé sa candidature.

Le Parti démocratique de la Côte d'Ivoire (PDCI), principale formation d'opposition, n'a pas encore désigné son candidat. Son président, Tidjane Thiam, devrait se lancer dans la bataille, où il pourrait d'abord affronter au sein du parti l'ex-ministre du Commerce Jean-Louis Billon, qui s'est déclaré candidat. Enfin, l'ancien premier ministre Pascal Affi N'Guessan (2000-2003) a de

son côté été investi par le Front populaire ivoirien (FPI).

Depuis son exil tenu secret, Guillaume Soro se dit aussi « candidat »...

Quant à Charles Blé Goudé, sous le coup d'une condamnation judiciaire, il espère une amnistie pour le président Alassane Ouattara pour candidater.

Alain Dossou



La rébellion du **M23** avance

La rébellion du M23, groupe armé soutenu par le Rwanda, continue de gagner du terrain dans l'est de la République démocratique du Congo. Elle s'est emparée le 4 janvier 2025 de la ville-clé de Masisi, à environ 80 kilomètres à l'ouest de Goma.



Aujourd'hui, le M23 contrôle deux des six territoires de la province du Nord-Kivu. (Ph: DR)

La rébellion du M23 a pris le contrôle depuis le samedi 4 janvier 2025 de Masisi, une ville clé dans l'est de la République démocratique du Congo. «C'est avec consternation que nous apprenons la prise de Masisi centre par le M23», a indiqué Alexis Bahunga, député de la province du Nord-Kivu où la ville de Masisi, capitale administrative du territoire de Masisi, est située. «Nous demandons au gouvernement (...) des mesures visant la restauration de l'autorité de l'État sur l'ensemble du territoire», a-t-il ajouté, évoquant un territoire plongé «dans une crise humanitaire grave». Masisi est située à environ 80

km au nord de Goma, la capitale de la province du Nord-Kivu, sur une route menant dans l'intérieur du pays. En juillet, le Rwanda n'a pas démenti un rapport de l'ONU indiquant qu'il avait environ 4 000 soldats combattant aux côtés du M23 en République démocratique du Congo. Il a accusé cependant le gouvernement congolais de ne pas en faire assez pour lutter contre des décennies de conflit dans l'est du pays. Le Rwanda a déjà déclaré que les autorités de la République démocratique du Congo travaillaient avec certains des responsables du génocide rwandais de 1994 contre les Tutsis et les Hutus modérés. Le M23, issu d'un autre groupe

rebelle, a commencé à opérer en 2012, pour protéger la population tutsie de l'est de la République démocratique du Congo, qui se plaignait depuis longtemps de persécutions et de discriminations. L'avancée et la poursuite des combats au mépris d'un accord de cessez-le-feu compromettent encore davantage les efforts déployés pour enrayer le conflit. À ce jour, le M23 contrôle deux des six territoires de la province du Nord-Kivu. Depuis novembre 2021, la rébellion du M23 (pour «Mouvement du 23 mars») s'est emparée de vastes pans de territoire dans l'est de la RD Congo, riche en ressources naturelles et déchiré depuis trente ans par des conflits.

Fin décembre, la rébellion a continué de gagner du terrain dans la partie nord du Nord-Kivu, parvenant à une cinquantaine de kilomètres de Lubero, chef-lieu du territoire, et à une centaine de kilomètres de la ville de Butembo, important carrefour commercial de la région. En décembre, les présidents congolais Félix Tshisekedi et rwandais Paul Kagame devaient se rencontrer pour un sommet organisé à Luanda par le chef d'État angolais Joao Lourenço, médiateur désigné de l'Union africaine (UA) dans le conflit entre Kigali et Kinshasa.

A.D.



DIPLOMATIE »

Nouvelle crise politique entre Paris et Alger

Les relations diplomatiques entre la France et l'Algérie connaissent un nouveau coup de froid. Retour sur une escalade lancée à la fin du mois de juillet.

Entre l'Algérie et la France, ça sent encore le sapin. Depuis la fin du mois de juillet, en effet, les relations entre les deux gouvernements se délitent. Le dimanche 12 janvier 2025, le ministre français de la Justice, Gérard Darmanin, a déclaré vouloir supprimer l'accord intergouvernemental franco-algérien de 2013 qui permet aux détenteurs d'un passeport diplomatique algérien de se rendre en France sans visa.

Trois jours plus tôt, c'était le ministre de l'Intérieur, Bruno Retailleau, qui dénonçait la volonté d'Alger «d'humilier la France», à la suite du renvoi par le gouvernement de Nadir Larbaoui d'un influenceur algérien qui venait d'être expulsé du territoire français.

Comment en est-on arrivé là ? Depuis l'indépendance en 1962, les relations entre Paris et Alger ont soufflé le chaud et le froid. Le bilan de la période coloniale et les stigmates de la guerre demeurent un contentieux entre les deux États. Dans les années 1990, pendant la guerre civile algérienne, le Groupe islamique armé (GIA) commet une vague d'attentats en France et contre les intérêts français en Algérie en réponse au soutien apporté par Paris au gouvernement algérien.

Les relations s'apaisent lors de la présidence de Jacques Chirac, ainsi que lors du mandat de François Hollande. Les tensions reprennent depuis l'arrivée d'Emmanuel Macron à l'Élysée, notamment sur la question mémorielle. En juillet 2024, c'est la reconnaissance de l'autorité marocaine sur le Sahara occidental qui remet le feu aux poudres.



Le ministre de la Justice Gérard Darmanin propose de mettre fin à l'accord intergouvernemental franco-algérien de 2013 qui permet aux détenteurs de passeports algériens de se rendre en France sans visa. (Ph: DR)

Le 30 juillet 2024, Paris reconnaît la souveraineté marocaine sur le Sahara occidental, ancienne colonie espagnole où une guerre fait rage depuis 1975 entre Rabat et les indépendantistes du Front Polisario, soutenus diplomatiquement et militairement par Alger.

Depuis le réveil du Nouvel an, ce sont des prétendus influenceurs franco-algériens partisans des autorités algériennes qui rajoutent de l'huile sur le feu. Le 31 décembre 2024, Zazou Youcef postait une vidéo sur TikTok appelant à commettre des attentats en France et en Algérie.

Son arrestation le 4 janvier a été suivie par une saillie d'Imad Tintin, un ancien militaire de 31 ans en situation illégale, qui encourage les Algériens en France à

faire «couler le sang», à «bruler vif, tuer et violer sur le sol français». Il est maintenant poursuivi pour «provocation directe à un acte de terrorisme».

Le 4 janvier 2025 toujours, c'est une autre personnalité des réseaux sociaux, Doualemn, qui appelle dans une vidéo à tuer et à laisser souffrir un manifestant algérien antirégime. Arrêté, l'influenceur a été expulsé vers l'Algérie le 9 janvier.

Doualemn s'est cependant vu refuser l'accès au territoire algérien par les autorités qui l'ont renvoyé le jour même en France, sans apporter de justification à ce refus. Le ministre de l'Intérieur, Bruno Retailleau, a estimé que l'Algérie cherchait ainsi à «humilier la France».

Le Quai d'Orsay envisage ainsi des mesures de rétorsion qui

peuvent, par exemple, porter sur le gel d'avoirs, le retrait de visas diplomatiques, la taxation des transferts de devises ou encore l'aide publique au développement.

Le lundi 13 janvier 2025, c'est donc le ministre de la Justice Gérard Darmanin qui proposait de mettre fin à l'accord intergouvernemental franco-algérien de 2013 qui permet aux détenteurs de passeports algériens de se rendre en France sans visa. L'ex-Premier ministre Gabriel Attal avait, lui, appelé à «dénoncer» l'accord de 1968, qui confère un statut particulier aux Algériens en matière de circulation, de séjour et d'emploi en France.

Lamine Thiam



« JUSTICE

Rokia Traoré : «Cette affaire à détruit ma carrière...»

Chanteuse, auteure-compositrice-interprète et guitariste malienne, Rokia Traoré est en conflit avec le père de sa fille depuis 2019. Condamnée en Belgique pour «non représentation d'enfant», elle va être libérée.



Jan Goossens reproche à Rokia Traoré de l'avoir empêché de voir leur fillette depuis cinq ans et demi. (Ph: DR)

La chanteuse malienne Rokia Traoré, incarcérée depuis fin novembre 2024 à Bruxelles dans le cadre d'un conflit avec son ex-conjoint belge sur la garde de leur fille, va être libérée.

C'est ce qu'ont annoncé le 22 janvier 2025 les avocats des deux parties.

Rokia Traoré, en conflit avec le dramaturge belge Jan Goossens depuis 2019 sur la garde de leur enfant, est parvenue avec ce dernier à un accord qui a été

validé sous certaines conditions par le tribunal de Bruxelles lors d'une audience à huis clos. «Aujourd'hui, madame Traoré retrouve la liberté», a déclaré son avocat Dimitri de BECO.

La chanteuse qui aura 51 ans le 24 janvier 2025, avait été condamnée en octobre 2023 par le tribunal correctionnel de Bruxelles à une peine de deux ans d'emprisonnement pour «non représentation d'enfant».

À l'époque, cette condamnation au pénal découlait du fait qu'elle avait refusé de se soumettre à

la décision d'un juge civil belge accordant la garde de l'enfant au père.

Elle avait refusé de se présenter au tribunal correctionnel et avait été condamnée par défaut.

Jan Goossens reproche à Rokia Traoré de l'avoir empêché de voir leur enfant depuis cinq ans et demi (quand la fillette avait quatre ans) et de s'être constamment soustraite aux juges belges.

Désormais, après son arrestation en Italie en juin 2024, sa remise à la Belgique fin novembre 2024

et une nouvelle période d'incarcération de près de deux mois à Bruxelles, Rokia Traoré a accepté de s'entendre avec Jan Goossens pour que tous les deux puissent revoir l'enfant qui vit actuellement au Mali.

«Cette affaire est partie en boule de neige. Ça a détruit ma carrière», avait reconnu Rokia Traoré fin décembre 2024 lors de la première audience publique à Bruxelles depuis son extradition d'Italie.

Marie-Ines Bibang



ECONOMIE »

Le Sénégal et la Mauritanie deviennent producteurs de gaz

Depuis le 31 décembre 2024, les deux voisins d'Afrique de l'Ouest ont commencé à exploiter du gaz offshore sur le champ de Grand Tortue Ahmeyim (GTA). Situé à la frontière entre les deux pays, il devrait produire autour de 2,5 millions de tonnes de gaz naturel liquéfié (GNL) par an.



Situé en mer à la frontière entre le Sénégal et la Mauritanie, le champ gazier de Grand Tortue Ahmeyim devrait produire autour de 2,5 millions de tonnes de GNL par an. (Ph: DR)

Le groupe britannique BP, a annoncé dans un communiqué révélé par RFI avoir « commencé à produire du gaz à partir des puits du projet de gaz naturel liquéfié (GNL) de la phase 1 de Grand Tortue Ahmeyim (GTA) vers son navire flottant de production, de stockage et de déchargement » le 31 décembre 2024 à 16 heures précisément. Outre BP, trois autres structures

participent à l'exploitation du champ gazier GTA : le groupe américain Kosmos Energy, la Société mauritanienne des hydrocarbures (SMH) et l'entreprise sénégalaise Petrosen. Considéré comme l'un des plus profonds d'Afrique, le gisement devrait, à terme, produire 2,5 millions de tonnes de GNL par an. Repoussée à plusieurs reprises, l'ouverture de ce premier puits était très attendue, notamment

au Sénégal où la production de pétrole et de gaz sera destinée à l'exportation et à la consommation domestique. « Ce que nous avons depuis le 31 décembre, c'est historique », a ainsi déclaré le ministre sénégalais de l'Energie, du Pétrole et des Mines, Birame Soulèye Diop, à la chaîne de télévision nationale RTS. Celui-ci a aussi précisé que le projet avait débuté il y a six ans et qu'il avait coûté 7,5

milliards de dollars environ. Si le Sénégal ne pourra certes pas atteindre les niveaux de production des géants mondiaux ou africains du gaz - Russie, Iran, Qatar, Nigeria -, le pays compte toutefois sur les milliards de dollars de revenus qu'il va pouvoir tirer de ses hydrocarbures pour transformer son économie.

Lamine Thiam



Tourisme « ECONOMIE

Maroc, premier pays le plus visité en Afrique

Le secteur du tourisme marocain a réalisé des records en 2024, en générant plus de 10 milliards d'euros de revenus. Avec 17,4 millions de visiteurs, le Maroc devient le pays le plus visité du continent africain et ne compte pas s'arrêter en si bon chemin : 30 millions de visiteurs sont attendus en 2030.



La fréquentation touristique à Marrakech est impressionnante. (Ph: DR)

Le tourisme retrouve des couleurs. Le Maroc bat en effet son record absolu en termes de fréquentation avec une augmentation de 20% de visiteurs en 2024 par rapport à l'année précédente et tient la première place du podium sur le continent. Avec 12,7 milliards

d'euros, l'industrie touristique égyptienne génère toujours davantage de revenus, mais en nombre de visiteurs, c'est bien le Maroc qui la surpasse. En tête des destinations privilégiées : Marrakech, qui cumulait déjà plus de 10 millions de nuitées enregistrées à la fin du mois de novembre 2024.

Autre destination qui connaît une forte croissance : le tourisme balnéaire à Agadir et ses environs, prisés des amateurs de surf. Même si les problèmes liés au surtourisme commencent déjà à faire surface au Maroc, le gouvernement préfère se féliciter pour ces bons chiffres, en très

grande partie imputables aux contrats qui ont pu être signés avec les compagnies low cost. À titre d'exemple, pas moins de 34 lignes à petit budget relient la France au Maroc.

M.I.B.



ECONOMIE »

BRICS, le Nigeria dans la cour des grands

Le Nigeria rejoint les pays partenaires des BRICS au même titre, en Afrique, que l'Éthiopie, l'Algérie et l'Ouganda et, hors Afrique, la Biélorussie, la Bolivie, le Kazakhstan, Cuba, la Malaisie et la Thaïlande.



Avec cette admission, le Nigeria devient le neuvième pays partenaire des BRICS. (Ph : DR)

Le Nigeria peut désormais participer aux activités du groupe des BRICS (en tant que pays partenaire) sans pour autant avoir un pouvoir décisionnel et ceci, en attendant l'intégration formelle à l'organisation. L'annonce a été faite par le ministère brésilien des Affaires étrangères, dans un communiqué le 19 janvier 2024, le Brésil exerçant actuellement la présidence tournante de l'organisation.

L'avantage de rejoindre les BRICS est avant tout politique, pour peser en faveur d'une réforme des institutions financières internationales. Sixième pays le plus peuplé au monde et premier sur le continent africain, le Nigeria est « l'une des plus grandes économies d'Afrique » et peut-être surtout « il a des intérêts convergents avec les autres membres du groupe », indique le communiqué brésilien. Il insiste sur le fait que le Nigeria

est un pays qui agit « activement dans le renforcement de la coopération dans les pays du Sud et dans la gouvernance mondiale », des thèmes prioritaires de l'actuelle présidence brésilienne, affirme la diplomatie.

Avec cette admission, le Nigeria devient le neuvième pays partenaire des BRICS, rejoignant la Biélorussie, la Bolivie, le Cuba, le Kazakhstan, la Malaisie, la Thaïlande, l'Ouganda et l'Ouzbékistan.

Le BRICS a été formé par le Brésil, la Russie, l'Inde et la Chine en 2009, auxquels s'est jointe l'Afrique du Sud en 2010. L'objectif était de faire un contre-poids au Groupe des Sept, regroupant les principales nations industrialisées. Plusieurs autres pays ont rejoint le bloc au 1er janvier 2024 : l'Iran, l'Égypte, l'Éthiopie et les Émirats arabes unis.

L.T.



Record Guinness de cuisine « SOCIÉTÉ

La cheffe Zeinab Bancé fait 131 heures non-stop en Côte d'Ivoire

En Côte d'Ivoire, une performance exceptionnelle a captivé l'attention nationale et internationale. La cheffe Zeinab Bancé s'est lancée le 17 décembre 2024 dans un défi titanesque : battre le record Guinness du plus long marathon de cuisine, précédemment détenu par l'Américain Alan Fisher avec 119 heures et 57 minutes. Dans une ambiance de ferveur à l'Agora de Koumassi, une commune animée d'Abidjan, elle a cuisiné pendant 131 heures et 30 minutes, avec détermination et générosité.

Défi culinaire audacieux

Durant ce marathon, Zeinab Bancé a préparé environ 15 000 plats, principalement des mets ivoiriens et africains, destinés à des familles dans le besoin, des centres sociaux, et des hôpitaux. Ces préparations, réalisées sous le regard attentif de ses supporters, étaient également partagées avec le public sur place, renforçant l'élan de solidarité autour de cet exploit. Le dimanche 22 décembre, elle franchit la barre des 120 heures, surpassant ainsi le précédent record. Pourtant, la cheffe a décidé de continuer, poussée par son amour pour le challenge et son désir de repousser ses limites. « J'aime les défis et dépasser ce que les autres pensent impossible. Ce marathon culinaire est une chance unique de montrer ma résilience et ma passion pour la cuisine. », a-t-elle confié.

Cependant, elle a dû interrompre son marathon le lundi 23 décembre à 6h30 en raison d'une douleur à la main droite, devenue enflée et impossible



Zeinab Bancé incarne désormais une inspiration, tant pour les jeunes chefs que pour ceux qui aspirent à réaliser l'impossible avec passion et détermination (Ph : DR)

à utiliser correctement. Malgré cet arrêt forcé, Zeinab Bancé a considéré son aventure comme une réussite personnelle et col-



Zeinab Bancé a préparé environ 15 000 plats, principalement des mets ivoiriens et africains, destinés à des familles dans le besoin, des centres sociaux, et des hôpitaux (Ph : DR)

lective. Tout au long de cette performance, l'Agora de Koumassi est restée animée, jour et nuit, par des milliers de supporters venus encourager la cheffe. Leur enthousiasme et leur présence constante ont été une source d'énergie pour Zeinab, qui n'a cessé de témoigner sa gratitude. « Vous m'avez montré qu'en tant que jeunes, nous sommes solidaires et capables de réaliser l'impossible ensemble. Même si le Guinness World Records ne valide pas mon exploit, j'ai déjà gagné grâce à votre amour et votre soutien. », a-t-elle déclaré avec émotion. Au-delà du record, ce marathon a permis de mettre en lumière des valeurs d'entraide et de partage. Les plats préparés ont été distribués gratuitement,



SOCIÉTÉ » Côte d'Ivoire

Marie et Grâce, deux sœurs siamoises séparées

Deux sœurs siamoises sont nées il y a six mois, reliées par le ventre. Cette situation extrêmement rare leur faisait encourir de graves risques de complications. Une équipe de médecins franco-suisse s'est portée volontaire pour réaliser l'opération de séparation à Abidjan, qui a duré 17 heures.



Une opération chirurgicale exceptionnelle a permis de séparer avec succès deux sœurs siamoises reliées par le ventre, pour le plus grand bonheur de leur maman. (Ph: DR)

petites filles peuvent désormais envisager un avenir plus serein. Le Professeur Sylvia Da Silva-Anoma, directrice médicale de l'hôpital Mère-enfants de Bingerville, a décrit en détail le suivi médical des jumelles. En effet, le parcours médical des petites Marie-Dominique et Grâce-Dominique, noms en hommage à la Première dame ivoirienne Dominique Ouattara, est une véritable odyssée médicale. Comment ?

Diagnostiquées in utero, grâce à des échographies de pointe, elles sont nées par césarienne dans le même hôpital. Depuis, elles étaient prises en charge dans le service de néonatalogie, où elles ont été stabilisées pendant 43 jours avant de suivre un processus de préparation minutieux pour leur opération. Les préparatifs pour leur séparation ont nécessité des mois de collaboration entre médecins ivoiriens et experts internationaux. Et le 13 décembre 2024, sous la supervision du professeur Christophe Chardot, chirurgien bénévole de l'ONG La Chaîne de l'Espoir, en collaboration avec les chirurgiens, anesthésistes et réanimateurs ivoiriens, la magie s'est opérée.

Malgré la complexité des malformations, l'opération a été couronnée de succès. Les jumelles reliées par des organes vitaux, répondaient aux critères nécessaires pour une séparation réussie.

Marie-Inès Bibang

impactant directement les communautés locales.

Validation en attente

Le processus de validation par le Guinness World Records est en cours, et la décision finale pourrait prendre plusieurs semaines. Sur sa page Facebook, Zeinab Bancé a clarifié les informations circulant dans les médias : « Les preuves ont été envoyées, mais le verdict n'a pas encore été rendu. Restons confiants, les résultats arriveront bientôt. Merci de votre patience et de votre soutien. » Contrairement à ce que certains imaginent, aucun gain financier n'est associé à un record Guinness. Les détenteurs reçoivent uniquement un certificat officiel, mais la reconnaissance mondiale ouvre des opportunités médiatiques et professionnelles.

En quelques jours, Zeinab Bancé est passée de cheffe peu connue à une figure emblématique de la gastronomie ivoirienne. Son exploit a attiré l'attention des médias et des sponsors, consolidant sa place dans l'histoire culinaire et la culture populaire de la région. Ce défi ne marque pas seulement un jalon dans sa carrière, mais également un rappel puissant du potentiel de résilience humaine et de l'impact des actes de solidarité. Zeinab Bancé incarne désormais une inspiration, tant pour les jeunes chefs que pour ceux qui aspirent à réaliser l'impossible avec passion et détermination.

J.C.PAGNI

Succès médical inédit en Afrique de l'Ouest ! Charlette, la mère, a désormais le sourire aux lèvres. Sa vie a (totalement) changé...

Pour la première fois, elle porte ses bébés séparément. Pour elle, il y a quelques jours, ce geste était inimaginable. Marie et Grâce sont nées siamoises, soudées par le ventre. Leur seule chance de grandir était donc une opération.

L'exploit médical a eu lieu à l'hôpital Mère-enfant de Bingerville (près d'Abidjan), en

Côte d'Ivoire. Venus de Paris, les médecins ont parcouru 7 500 km. Bénévoles pour la Chaîne de l'Espoir, ils ont relevé le défi de les séparer après 17 heures d'une chirurgie hors-norme.

Les deux jumelles, âgées de six mois, étaient nées fusionnées au niveau de l'abdomen, une situation rarissime qui présentait des risques graves de complications.

Cette opération représentait leur seule chance d'avoir une vie normale. Grâce à l'expertise et au dévouement des chirurgiens, les



Portrait « SOCIÉTÉ

Angela Tabiri, la reine des Mathématiques

Connue au Ghana comme la reine des mathématiques, Angela Tabiri est la première Africaine à remporter le concours *The Big Internet Math Off*. Un véritable exploit pour quelqu'un qui n'a presque jamais voulu faire de mathématiques.

Au Ghana, elle fait l'unanimité et surtout la fierté de tout un pays. La jeune dame de 35 ans « trouve du plaisir à résoudre des énigmes et des questions mathématiques » et espère que sa victoire en 2024 ouvrira le monde des mathématiques à d'autres Africaines, traditionnellement découragées par cette discipline.

Mais le parcours d'Angela Tabiri dans les mathématiques n'a pas été simple. Elle a grandi à Ashaiman, l'un des quartiers les plus pauvres et les plus densément peuplés de Tema, centre industriel et portuaire situé à une heure de route à l'est de la capitale Accra. La maison familiale était heureuse mais bruyante - elle a quatre sœurs - et Angela Tabiri recherchait souvent le calme et la tranquillité du centre communautaire local pour les jeunes afin de pouvoir étudier.

Elle voulait suivre les traces de ses deux sœurs et étudier l'administration des affaires à l'université. Mais ses notes, bien qu'élevées, ne l'étaient pas assez, et elle a donc été acceptée en mathématiques et en économie.

« C'était une bénédiction déguisée », dit Angela Tabiri. « Les chiffres et les énigmes me fascinaient, mais je n'ai jamais pensé qu'une carrière dans les mathématiques était faite pour moi ». Angela Tabiri se passionne pour l'algèbre quantique, ou non-commutative, sur laquelle



Le parcours d'Angela Tabiri dans les mathématiques n'a pas été simple. (Ph: DR)

elle mène des recherches à l'antenne ghanéenne de l'Institut africain des sciences mathématiques (Aims).

L'Aims a vu le jour en Afrique du Sud et s'est ensuite étendu au Ghana, au Sénégal, au Cameroun et au Rwanda, afin de proposer des formations de troisième cycle et des recherches dans les domaines de la science, de la technologie, de l'ingénierie et des mathématiques.

En 2015, Mme Tabiri a obtenu une bourse pour passer son doctorat à l'université de Glasgow, en Écosse. C'était un travail difficile, dit-elle, et c'est là qu'elle a vécu un moment décisif.

Elle est allée voir *Hidden Figures*, le film sur les mathématiciennes noires américaines qui ont travaillé à la Nasa, l'agence spatiale américaine, dans les années 1950, à l'époque de la ségrégation aux États-Unis.

« C'était incroyable de voir l'histoire de ces femmes noires racontée sur cette scène mondiale », se souvient-elle. « J'en ai eu la chair de poule ».

Elle a été particulièrement inspirée par Katherine Johnson, dont les compétences extraordinaires en mathématiques et les calculs ont joué un rôle crucial dans le succès des vols spatiaux américains. « Katherine Johnson a travaillé si dur, et son travail est resté longtemps caché. Elle m'a fait comprendre que je devais continuer à travailler ». « Si votre travail n'est pas reconnu aujourd'hui, il le sera un jour ou l'autre. Cela a été un véritable tournant pour moi ».

Angela Tabiri s'efforce d'aider d'autres filles et femmes africaines issues de milieux moins privilégiés à réaliser leurs rêves mathématiques par l'intermédiaire de son organisation à but non lucratif FemAfricMaths. Avec d'autres bénévoles, elle donne des cours aux plus jeunes lycéens en personne et en ligne. Elle publie également sur les réseaux sociaux des entretiens qu'elle réalise avec des mathématiciennes de premier plan du monde entier.

Angela Tabiri est également très passionnée par le potentiel des sciences et technologies quantiques, pour lesquelles les mathématiques sont essentielles.

Marie-Inès Bibang



SPORT » Football (CHAN 2025)

Les raisons du report de la compétition en août

Le mardi 14 janvier 2025, à seulement quinze jours du coup d'envoi, la Confédération africaine de football a annoncé le report du championnat d'Afrique des nations de février à août. L'assurance sur le niveau des infrastructures pour accueillir la compétition en est la cause selon la Confédération.



La huitième édition du CHAN qui devait se dérouler du 1er au 28 février 2025 en Ouganda, au Kenya et en Tanzanie a été reportée au mois d'août 2025. (Ph : DR)

Le CHAN, championnat d'Afrique des nations, réservé aux sélections alignant des joueurs locaux, a été repoussé au mois d'août 2025 à la veille du tirage au sort et à quinze jours du coup d'envoi, a annoncé le mardi 14 janvier 2025 la CAF.

Bien que « des progrès ont été faits au Kenya, en Tanzanie et en Ouganda (les pays coorganisateur) pour la construction

et la rénovation des stades, terrains d'entraînement, hôtels, hôpitaux et autres [...] il faut plus de temps pour s'assurer que les infrastructures soient au niveau requis pour accueillir avec succès une telle compétition », a écrit la Confédération africaine de football dans un communiqué.

La huitième édition du CHAN devait se dérouler du 1er au 28 février dans les trois pays qui vont ensuite coorganiser la

CAN-2027, la Coupe d'Afrique des nations historique, avec également les internationaux qui évoluent en Europe. « Je suis très déçu », a réagi le sélectionneur de l'Angola Pedro Gonçalves.

« Je reconnais tous les efforts de la CAF pour développer les compétitions et le football africain, mais ce report à seulement quinze jours du tournoi, c'est vraiment terrible, a

ajouté le Portugais. Je comprends les difficultés, mais alors il fallait prendre cette décision bien plus tôt, un ou deux mois avant. Quelle image donnons-nous au reste du monde du foot africain ? », a questionné Gonçalves.

Le CHAN est très populaire en Afrique. Dix-neuf équipes doivent participer à l'édition 2025.

Guy-Florentin Yameogo

Football (CHAN 2025) « **SPORT**

Une prime record de plus de **2 milliards de Fcfa** pour le vainqueur

Le président de la Confédération africaine de football (Caf), Patrice Motsepe a annoncé, mardi 7 janvier 2025, une prime record pour le vainqueur du prochain Championnat d'Afrique des nations (Chan) 2025. La Caf voit grand pour la prochaine édition du Chan, la huitième au palmarès depuis sa création en 2009.

Le président Motsepe a annoncé une augmentation de la prime du futur vainqueur de 75%, et celle de la compétition globale de 32%, informe un communiqué de l'instance sur son site officiel. « Nous sommes enthousiastes à propos du prochain Championnat d'Afrique des Nations (Chan) au Kenya, en Tanzanie et en Ouganda 2025 et nous avons augmenté de manière significative la prime du vainqueur à 3,5 millions Usd, ce qui représente une augmentation de 75 %. Nous avons également augmenté le montant total du prize money du Chan Kenya, Tanzanie et Ouganda 2025 à 10,4 millions Usd, soit une augmentation de 32 % », précise le communiqué de la Caf.

Le patron de la Caf, seul candidat à sa succession à la tête de la l'institution en mars 2025, indique que cet effort financier s'inscrit dans le développement du football africain. « Le Chan est une compétition importante pour le développement et la croissance des joueurs de football basés en Afrique et des jeunes joueurs talentueux et contribuera de manière significative à la compétitivité mondiale du football africain et des compétitions de la Caf », fait remarquer le milliardaire sud-africain. Cette prime record pourrait d'autre part appâter certains participants potentiels. On pense notamment à l'Algérie, auprès de qui la Caf insiste pour qu'elle participe, se-



La Caf a également augmenté le montant total du prize money du Chan 2025. (Ph : DR)

lon la presse locale, alors qu'elle a déclaré forfait depuis fin septembre 2024.

Le tirage au sort se tiendra au Kenyatta international convention centre à Nairobi, au Kenya, le mercredi 15 janvier 2025 à 17h00 Gmt. Le Chan est exclusivement réservé aux footballeurs africains évoluant dans leurs championnats locaux. Le tournoi sera marqué par la participation de plusieurs grandes nations du football africain, dont le Sénégal, champion en titre, qui a remporté son premier titre en 2022 après une victoire en finale contre l'Algérie, hôte du tournoi cette année-là.

Pour rappel, 17 équipes sont officiellement qualifiées pour le Chan (sur 19), dont les trois pays hôtes, le Kenya, l'Ouganda et la Tanzanie, plus le Soudan dans la zone Cecafo (Afrique de l'Est). Le Maroc fait figure d'unique représentant de l'Unaf suite aux forfaits de l'Algérie, de l'Egypte et de la Tunisie. Dans l'Ufoa A, on retrouve la Guinée avec le Sénégal, tenant du titre, et la Mauritanie. Le Niger, le Burkina Faso et le Nigeria défendront leurs chances dans l'Ufoa B. La Centrafrique et les deux Congo dans l'Uniffac (Centrale), la Cosafa avec l'Angola, la Zambie et Madagascar, plus les deux derniers billets à distribuer par la Caf selon des modalités déterminer. Le Rwanda, qui avait validé sa qualification sur le terrain, part notamment avec de bonnes chances.

J.C.PAGNI



SPORT » Mercato

L'Europe s'arrache toujours les pépites africaines

À mi-saison, les différents clubs européens ajustent leurs effectifs respectifs. Ce mercato hivernal s'achèvera le 31 janvier 2025.

Guy-Florentin Yameogo

Issa Kaboré encore prêté au Werder Brême

Le latéral droit burkinabé de 23 ans, Issa Kaboré est prêté au Werder brême par Manchester City. De retour d'un prêt infructueux au Benfica de Lisbonne, Issa Kaboré a été cédé jusqu'au terme de l'exercice au sein du club allemand.



Seko Fofana en renfort à Rennes

Le milieu de terrain international ivoirien Seko Fofana (29 ans) a signé un contrat de quatre ans et demi en faveur de Rennes, a annoncé le club breton le mercredi 1er janvier 2025, pour une somme estimée par la presse à 20 millions d'euros.



Naby Keita retrouve un club en Hongrie

Le milieu de terrain du Werder Brême Naby Keita, 29 ans, est prêté à partir de janvier jusqu'à fin décembre 2025 à Ferencváros, prêt assorti d'une option d'achat. L'ancien joueur de Liverpool sort d'une expérience peu concluante en Bundesliga, sous-exploité lors de sa première saison (5 matches), et écarté depuis le début de sa seconde. Il est sous contrat avec le Werder jusqu'en juin 2026.



Christopher Operi débarque en Turquie

L'arrière gauche ivoirien du Havre AC, Christopher Operi, franchit une nouvelle étape de sa carrière. A 27 ans, il s'est engagé avec le club turc de Basaksehir. Ce départ marque la fin d'une aventure de deux saisons en France pour l'international ivoirien, qui aura disputé 65 matches et inscrit 5 buts sous les couleurs du HAC.



Matthieu Dossevi à Versailles

Après le Marocain Rachid Alioui, le FC Versailles s'est attaché les services de Matthieu Dossevi (34 ans). Libre, le milieu offensif international togolais (27 sélections, 5 buts avec les Eperviers), passé par Le Mans, Toulouse, Metz ou encore l'Olympiacos, s'est engagé en faveur des actuels 8es de National 1.



Wilfried Zaha rejoint Charlotte

L'attaquant ivoirien Wilfried Zaha (32 ans), flop du mercato estival lyonnais, a cassé son prêt avec l'Olympique Lyonnais pour être prêté 18 mois à Charlotte, en MLS, jusqu'à la fin de son contrat avec Galatasaray. L'OL va logiquement récupérer une partie des sommes qu'il devait à Galatasaray, où le joueur est sous contrat jusqu'en juin 2026.



Agbadou à la découverte de l'Angleterre

Le défenseur central ivoirien Emmanuel Agbadou a quitté Reims, dont il était le capitaine, pour s'engager avec le club anglais de Wolverhampton. Le joueur âgé de 27 ans a signé un contrat de quatre saisons et demi, avec une année supplémentaire en option, ont précisé les «Wolves». Le montant du transfert s'élève



à près de 20 millions d'euros, selon des estimations de la presse britannique.



Centrafrique « SPORT

Retour vers le passé à Utrecht pour Sébastien Haller



Légende du club hollandais depuis son passage entre 2014 et 2017, l'international ivoirien (27 sélections, 10 buts) revient au FC Utrecht, actuel 3e d'Eredivisie. Il est prêté jusqu'à la fin de la saison par le Borussia Dortmund. À la peine en Liga à Leganés, où il évoluait depuis le début de la saison (9 matches, 0 but), le buteur de 30 ans a souhaité rebondir dans un environnement qu'il connaît bien.

Le Havre enrôle un buteur égyptien



Le Havre a officialisé l'arrivée, jusqu'à la fin de saison, de l'attaquant égyptien Ahmed Hassan (31 ans). Laissé libre par le club portugais de Rio Ave où il était peu utilisé depuis son retour au club l'été dernier, ce grand gabarit (1,91m), dont la signature doit encore être validée par la DNCG qui a encadré la masse salariale du HAC, aura pour mission de dynamiser la pire attaque de L1 (13 buts).

Que peut apporter Rigobert Song aux Fauves ?

Rigobert Song, l'ancienne gloire du football camerounais, a été nommé sélectionneur de l'équipe nationale de République Centrafricaine, les Fauves. L'information, qui circulait depuis quelques jours, a été confirmée par un arrêté ministériel signé ce lundi 13 janvier 2025.



Rigobert Song s'est engagé avec les Fauves du bas-Oubangui pour leur faire passer un cap. Ph: DR)

Un an après son départ du banc de touche des Lions Indomptables du Cameroun, Rigobert Song redevient sélectionneur. Il a été nommé sélectionneur manager des Fauves de la République Centrafricaine, le lundi 13 janvier 2025. L'arrêté portant sa nomination de Rigobert Song a été signé par le ministre chargé de la Promotion de la Jeunesse, des Sports, et de l'Éducation

physique.

L'ancien défenseur central du RC Lens s'est engagé avec les Fauves du bas-Oubangui pour leur faire passer un cap : celui d'une qualification à la CAN 2027 et pourquoi pas, à la Coupe du Monde 2026. Y parviendra-t-il ? Pas sûr...

Selon nos sources, la nomination de Song, qui va vivre sa première expérience de coach hors du Cameroun, porte la marque du ministre Joel Kouemo, homme d'affaires

camerounais et ministre conseiller du Président Touadera, qui travaillerait sur ce dossier depuis plusieurs mois.

Éliminée de la CAN 2025 au Maroc, la Centrafrique est actuellement 4e de son groupe de qualification à la Coupe du monde 2026, 5 points derrière le duo de tête composé des Comores et du Ghana.

GFY



CULTURE » FESPACO 2025

235 films en compétition !

La 29^e édition du Festival panafricain du cinéma et de la télévision de Ouagadougou (FESPACO) mettra à l'honneur 235 films africains pour concourir dans différentes catégories, du 22 février au 1^{er} mars prochain.

Le comité d'organisation de la 29^e édition du Festival panafricain du cinéma et de la télévision de Ouagadougou (FESPACO) a dévoilé, le vendredi 10 janvier 2025, une liste de 235 films provenant de 48 pays d'Afrique, sélectionnée pour concourir dans toutes les catégories du 22 février au 1^{er} mars prochain. Sur une liste de 1351 films visionnés, le comité de sélection a retenu 235, venant de 48 pays, a déclaré le président du comité général d'organisation, Bétamou Fidèle Aymar Tamini, lors d'une conférence de presse à Ouagadougou.

« C'est l'une des rares fois qu'autant de films soient sélectionnés sur tout le continent africain. Nous sommes très fiers de cette sélection, c'est une belle cuvée avec beaucoup de premières mondiales. Ce sont des films qui reflètent la dynamique de la production africaine, l'esprit de créativité de nos réalisateurs. Cela montre l'importance du FESPACO dans cette panoplie de festivals », a analysé le délégué général du FESPACO, Alex Moussa Sawadogo.

« Cinéma d'Afrique et identités culturelles » est le thème central de l'édition 2025 du FESPACO. Quatre innovations ont été dévoilées par le comité d'organisation. Il s'agit de l'institution de plusieurs distinctions, dont le « prix Thomas Sankara du panafricanisme », qui sera pris en charge par l'État burkinabè, et le « prix du public » offert par la Radiotélévision du Burkina Faso. « Il faut aussi compter, parmi les innovations de l'édition 2025, la Semaine de la critique et l'expo-



Sur une liste de 1351 films visionnés, le comité de sélection a retenu 235, venant de 48 pays, a déclaré le président du comité général d'organisation, Bétamou Fidèle Aymar Tamini. (Ph : DR)

sition permanente sur les idées des personnalités inspirantes des cinémas d'Afrique», a encore fait savoir le délégué général du FESPACO, Alex Moussa Sawadogo.

Créé en 1969, le FESPACO se veut une plateforme pour la promotion du cinéma et de la télévision africains, facilitant également le dialogue et les

échanges entre les professionnels du cinéma africains et du monde entier. Il propose une compétition officielle divisée en plusieurs sections, dont les longs métrages de fiction, les courts métrages, les documentaires, et les films d'écoles de cinéma.

Le festival offre non seulement une visibilité aux films africains mais contribue également à sti-

muler la production cinématographique du continent.

Au programme : des projections, des ateliers, des conférences, et des espaces de rencontre professionnelle pour les participants.

Le Tchad est le pays invité d'honneur du FESPACO 2025.

Guy-Florentin Yameogo

Stress post-traumatique et sécurité sur scène « CULTURE

Burna Boy au cœur d'un incident à Lagos

L'icône mondiale de l'afrobeats, Burna Boy, a récemment été au centre d'une vive controverse après un incident survenu lors de sa performance au Greater Lagos Countdown 2025. Alors qu'il enflammait la scène devant une foule immense, un fan a soudainement gravi l'estrade, provoquant une réaction inattendue de l'artiste : un coup de pied à l'intrus, suivi de son départ brusqué de la scène.



Burna Boy, a récemment été au centre d'une vive controverse après un incident survenu lors de sa performance au Greater Lagos Countdown 2025. (Ph : DR)

Cet épisode, largement relayé sur les réseaux sociaux, a suscité des débats passionnés. Certains ont dénoncé une réaction excessive de la part de Burna Boy, tandis que d'autres ont souligné les risques auxquels les artistes sont confrontés face à des comportements imprévisibles de la part des spectateurs.

L'incident s'est produit alors que Burna Boy, connu pour son énergie débordante et ses performances captivantes, était en pleine prestation. La montée imprévue de ce fan a surpris l'artiste, qui a réagi de manière instinctive avant de quitter la scène. Conscient de la polémique grandissante, Burna Boy a rapidement pris la parole via ses réseaux sociaux pour s'expliquer. Dans un message empreint d'émotion, il a présenté

ses excuses et révélé souffrir de stress post-traumatique (SPT), un trouble qu'il attribue à des expériences traumatisantes vécues au cours de sa carrière. « Je tiens à m'excuser auprès de mes fans. Sachez que je souffre de stress post-traumatique, ce qui me rend très sensible aux comportements imprévisibles, comme les montées soudaines sur scène. » Le chanteur a également souligné qu'il avait prolongé son concert d'une durée initiale de 10 minutes à une heure, par amour pour son public et sa passion pour la musique.

Les enjeux de sécurité pour les artistes Cet incident met en lumière une problématique récurrente dans l'industrie du spectacle : la sécurité des artistes sur scène. Alors que les concerts attirent des foules toujours plus nombreuses, les risques d'intrusion

et de comportements imprévus augmentent, suscitant des inquiétudes chez les professionnels du secteur. Des artistes de renom tels que Beyoncé, Harry Styles ou encore Billie Eilish ont également été confrontés à des situations similaires, relançant le débat sur les protocoles de sécurité et la nécessité de protéger les artistes sans compromettre l'expérience des spectateurs.

Révélé au monde entier grâce à des titres comme «Last Last» et «Ye», Burna Boy s'est imposé comme l'un des artistes africains les plus influents de sa génération. Toutefois, cette reconnaissance s'accompagne d'une pression constante. Entre les tournées mondiales, les attentes du public et les défis liés à la gestion de sa notoriété, le chanteur fait face à des exigences professionnelles et personnelles écrasantes. Sa révélation concer-

nant son stress post-traumatique ouvre une fenêtre sur les réalités souvent ignorées de la vie des artistes, derrière les projecteurs. Ce trouble, qui peut entraîner des flashbacks, de l'anxiété et une hypervigilance, affecte profondément la qualité de vie et nécessite un soutien médical et psychologique adapté.

Si cet incident a terni temporairement l'image de Burna Boy, il souligne également l'importance de créer un environnement sûr et respectueux pour les artistes et leur public. Les organisateurs d'événements et les équipes de sécurité devront redoubler d'efforts pour éviter que de tels incidents ne se reproduisent. Quant à Burna Boy, il continue de captiver ses fans avec sa musique et son charisme, tout en mettant en lumière des enjeux humains qui méritent l'attention. Ce moment de vulnérabilité rappelle que derrière chaque superstar se cache une personne confrontée à ses propres défis.

Rappelons que le Greater Lagos Countdown 2025 s'est déroulé du 31 décembre 2024 au 1er janvier 2025, marquant la transition vers la nouvelle année avec des festivités mémorables, rassemblant des milliers de participants pour accueillir la nouvelle année dans une ambiance festive. Cet événement annuel très attendu a offert une expérience musicale et culturelle inoubliable, avec des performances d'artistes de renom tels que Wizkid, Burna Boy et Tiwa Savage.

J.C.PAGNI



CULTURE » Cinéma

« Les enfants de la diaspora » à l'écran

«Les enfants de la Diaspora», film réalisé par l'italo-camerounaise Sabrina Onana, est un court métrage qui aborde les questions identitaires des Afrodescendants en Europe.



Figure montante du cinéma documentaire, Sabrina Onana traite de l'identité et l'héritage culturel de la diaspora afrodescendante.

Le 21 décembre 2024, elle a projeté au cinéma St André des arts dans le 6e arrondissement de Paris, « Les enfants de la Diaspora ».

Avec « Les Enfants de la Diaspora », Sabrina Onana nous plonge dans un voyage intime et collectif, un miroir des tensions, des fiertés et des blessures qui façonnent l'âme afro-européenne. Cette docu-fiction de huit minutes transcende les frontières artistiques pour devenir un manifeste générationnel. Le film débute par le monologue intérieur d'un enfant de la diaspora devenu adulte. Ce voyage introspectif met en lumière un monde où les cicatrices du passé colonial côtoient les défis du présent. L'adulte se questionne : Qui suis-je ? Où est ma place ? Comment concilier mes racines africaines et mon quotidien européen ?

« Ce court-métrage est un hommage aux tirailleurs ainsi qu'à la diaspora africaine en France. L'objectif était également de mettre en lumière des événements historiques souvent tus, dissimulés, tels que le massacre de Thiaroye. Le 1er décembre dernier, le Sénégal a commémoré le 80e anniversaire de cet événement douloureux qui continue de peser sur nos consciences et de questionner notre histoire commune. Ce film s'inscrit dans un effort global (que je poursuis depuis des années à travers mon travail filmique) visant à encourager la jeunesse africaine et diasporique à se réappropriier son histoire et sa représentation », a-t-elle indiqué.

Considérée comme une figure montante du cinéma documentaire, cette sociologue de formation, et créatrice de la marque Vêtue d'Art d'origine italo-camerounaise, explore avec une sensibilité unique des thèmes comme l'identité, la beauté, et la diaspora afro-descendante à travers ses projets cinématographiques.

Ses précédents documentaires, « Crossing the Color Line » et « Je suis noire, je suis belle », lui ont valu des distinctions prestigieuses aux festivals de Cannes, de Sya et d'Hamilton.

Marie-Inès Bibang

*Le film de Sabrina Onana (26 ans) célèbre la résilience de la diaspora tout en dénonçant les fractures laissées par l'Histoire.
(Ph: DR)*



«Fanon», le biopic sur le penseur visionnaire a séduit Dakar

Le réalisateur guadeloupéen Jean-Claude Barny a présenté, lors de l'avant-dernière journée du festival Dakar Court, tenu du 9 au 14 décembre dans la capitale sénégalaise, son troisième long métrage, «Fanon» produit par Sébastien Onomo. Après la première mondiale lors du prestigieux Festival international de Marrakech, le biopic Fanon, dont la sortie officielle est attendue en avril prochain en France, s'est arrêté à Dakar.

Convie sur invitation, pour découvrir le biopic, le monde du 7ème art sénégalais ne s'est pas fait prier pour prendre d'assaut le cinéma Pathé lieu de la projection.

Acteurs, Réalisateurs, producteurs, universitaires, politiques, journalistes, activistes, ont eu le privilège de découvrir un sublime film qui met en lumière le psychiatre, essayiste et militant anticolonial martiniquais Frantz Fanon (1925-1961), dont les écrits, tels que Peau noire, masques blancs (1952) et Les Damnés de la Terre (1961), continuent d'influencer les débats sur le colonialisme et la décolonisation.

Le film retrace une période charnière de la vie de l'intellectuel entre 1953 et 1956, lorsqu'il est nommé médecin-chef à l'hôpital psychiatrique de Blida, en Algérie. Dans ce contexte marqué par la guerre d'Algérie et l'émergence du Front de Libération Nationale (FLN), le film illustre l'engagement humaniste de Fanon, ses méthodes novatrices en psychiatrie et son rôle dans la lutte pour l'indépendance algérienne. En toile de fond, le film aborde magistralement, les défis personnels auxquels Frantz Fanon et sa famille ont dû faire face.

La grande performance de Deborah François actrice belge qui incarne magistralement madame Fanon, nous révèle une dame de conviction, d'une douceur extrême et d'un soutien indéfectible envers son mari. Quant à Alexandre Bouyer qui joue le rôle de Fanon, il est complètement entré dans la peau du leader noir. L'acteur belge est assurément promis à une belle carrière ! Le jeu d'acteurs est une réussite to-



De gauche à droite : Moustapha Samb Directeur Exploitation de Pathé Dakar, Jean Claude Barny Réalisateur, Jean-Christophe Baubiat Chargé des territoires chez Unifrance, Aminata Sakho CEO Yodi Partners, Moly Kane initiateur de Dakar Court et Sylvain Foppa Responsable Pathé BC Sénégal. (Credit photo : Vito)

talé. L'autre réussite du film, c'est la qualité époustouflante du son et des scènes d'époque. Que dire de la magnifique musique du film signée Thibault Kientz-Agyeman et Ludovic Louis. Le spectateur n'est pas du tout pressé que le générique de fin se termine...

Moustapha Sène spécialiste en étude de Civilisations Africaines et professeur au CESTI (école Nationale de journalisme) de l'université Cheikh-Anta-Diop a, à la fin de la projection, souligné l'importance de faire des films sur les grandes figures noires. Le chercheur a salué le travail du réalisateur dans la restitution de faits historiques utiles pour les générations actuelles et futures.

Pour Amath Niane, chef opérateur reconnu en Afrique, le film

sur ce personnage historique est absolument à voir.

« C'est un film historique, sur un personnage historique. Le film est beau. J'ai été bluffé par la scène du début. Le réalisateur a réussi une grande prouesse. Le monde entier doit voir ce film » a soutenu le cinéaste.

Jean Claude Barny met un point d'honneur à souligner l'authenticité historique de son œuvre, basée sur un travail minutieux de recherche. Chaque événement, personnage et dialogue repose sur des faits, enrichis par une mise en scène soignée qui apporte une dimension émotionnelle et narrative au récit.

« Fanon est une figure qui m'a guidé en tant qu'être humain, en tant qu'universaliste et en tant que

cinéaste. Ce film est autant un hommage qu'un témoignage sur l'impact de ses idées et de son parcours » a réagi le réalisateur à la fin de la projection.

Si l'histoire de Fanon est profondément enracinée en Algérie, le tournage s'est majoritairement déroulé en Tunisie, avec quelques séquences filmées au Luxembourg et en Martinique. Ces choix ont été majoritairement motivés par des impératifs liés aux territoires de production. L'Algérie a occupé une place centrale dans le processus créatif grâce aux repérages approfondis réalisés sur place.

« L'Algérie est le cœur même de cette histoire. C'est là que Frantz Fanon a mené ses combats les plus marquants, tant, en tant que médecin qu'en tant que militant » a tenu à expliquer le réalisateur.

Après la Haine dans laquelle il est directeur de casting, Jean-Claude Barny a sorti son premier long métrage Neg Maron en 2005. À son actif aussi la saga Tropiques Amers, série télévisée qui a eu un succès énorme. Sans oublier Le Gang des Antillais.

Depuis, Jean-Claude Barny ne s'est pas arrêté de raconter de manière originale et authentique l'histoire de son peuple. Le biopic sur Fanon a séduit Dakar et Marrakech. Il va séduire le monde à sa sortie en avril prochain.

Amadou Bator Dieng

GASTRONOMIE » Millefeuilles d'aubergines à la morue salée

Cuisson et Préparation 1h

Difficulté ***

Pour 4 Personnes...

*****INGREDIENTS*****

3 aubergines
300 g de chair de poisson salé (morue ou capitaine)

2 gros oignons
3 gousses d'ail
2 tomates fraîches
1/2 poivron rouge

1 boîte de pulpe de tomates concassées
1 cube de bouillon
2 c. à soupe de poudre de pois-

son séché
Sel, poivre
1 piment frais
Huile d'arachide

*****PREPARATION*****

1. Pour dessaler la morue, la veille coupez-la en gros morceaux.

Mettez-la dans un bain d'eau froide et laissez tremper toute la nuit. Le lendemain, rincez-la à l'eau claire et renouveler l'opération de trempage pour 3h encore.

Égouttez, écaillez, rincez et émiettez la chair de la morue au couteau. Réservez.

Coupez les aubergines en rondelles d'environ 2cm, salez-les pour les faire dégorger un peu 20 minutes. Rincez les aubergines avant de les faire revenir sur chaque face dans un peu d'huile préalablement chauffée. Réservez-les sur une feuille de papier absorbant.

2. Pour la sauce, épluchez les oignons et les gousses d'ail puis coupez-les en tout petits dés. Pelez et concassez les tomates fraîches. Emincez le poivron préalablement épiné.

Dans une casserole, mettez un peu d'huile à chauffer. Lorsque l'huile est bien chaude, ajoutez-y les oignons, l'ail, le poivron, le cube de bouillon, et laissez cuire 10 minutes. Versez-y



ensuite les tomates fraîches, la boîte de pulpe de tomates concassées, le piment frais entier, la poudre de poisson séché en mélangeant bien. Salez très peu, poivrez à votre goût puis laissez mijoter 20 à 25 minutes à couvert.

3. Chauffez très peu d'huile dans une poêle. Ajoutez-y une gousse d'ail émincée et la chair de poisson en remuant 5 minutes. Réservez.

4Montez les millefeuilles en alternant 3 tranches d'aubergine avec 2 couches de mélange sauce tomate surmontée de fricassé de poisson salé.

Servez chaud avec un riz blanc.

De vous à moi : Recette d'inspiration personnelle dans laquelle on retrouve la texture de la moussaka mais le goût n'a absolument rien de comparable. Vous pourrez donc surprendre encore une fois vos convives. A faire et refaire.

Bon appétit.

Danielle EBENGU

Ph: DR

LE NUMÉRO 622 D'AMINA mag EST EN KIOSQUE



EN COVER DE CE NUMÉRO, CORNÉLIE MAPAPA, DIRECTRICE FINANCIÈRE DE LA CORAF. ÉGALEMENT UN DOSSIER SUR LES JEUNES AVEUGLES DU SÉNÉGAL QUI AMBITIONNENT DE CHANGER LEUR PAYS. ACCUSÉE DE SORCELLERIE DURANT SON ENFANCE, ZEINA DUBESSY REVIENT SUR LA SOUFFRANCE QUE VIVENT LES ENFANTS MIS AU BAN DE LA SOCIÉTÉ AU NOM D'UNE CROYANCE. QUANT À TATIANA ROJO, ELLE PARTAGE AVEC NOUS SON PARCOURS DE QUARANTAIRE ENTRE MATERNITÉ ET PROJETS PROFESSIONNELS. RETROUVEZ AUSSI L'HOMMAGE DE P. BLANCHARD À 318 FIGURES DE L'IMMIGRATION QUI ONT MARQUÉ L'HISTOIRE DE FRANCE; LA BD OUTRE-MÈRES QUI RÉVÈLE LE SCANDALE DES AVORTEMENTS FORCÉS À LA RÉUNION MAIS ENCORE SOLANGE SIYANDJE, ABY M'BAYE, ANNA DHIAKERE THIANDOU, ALICIA BIGOT, LAVAUX, SARAH PHENOM, ALICIA AYLIES, IDA COVO, MAIMOUNA CAMARA, MADDY ORSINET, YASMINA FAGBEMI, INGRID DAHO ET KISSINA NZINDA, REINES DE LA CUISINE AFRICAINE. PAULE MOKO NOUS DÉVOILE LES SECRETS D'UNE BONNE HYGIÈNE INTIME ET CHRISTIAN RICHOMME DÉCORTIQUE LES BLOCAGES AMOUREUX. LES HOMMES NE SONT PAS OUBLIÉS AVEC MARCUS BONI TEIGA, NICOLAS VANINGEN, JOTAGODSON, SIMON MOUTAÏROU. ...

Retrouvez votre magazine chez votre marchand de journaux ou abonnez-vous via notre site :

<https://www.aminamag.com>

Pour tout contact : redaction@amina-mag.com

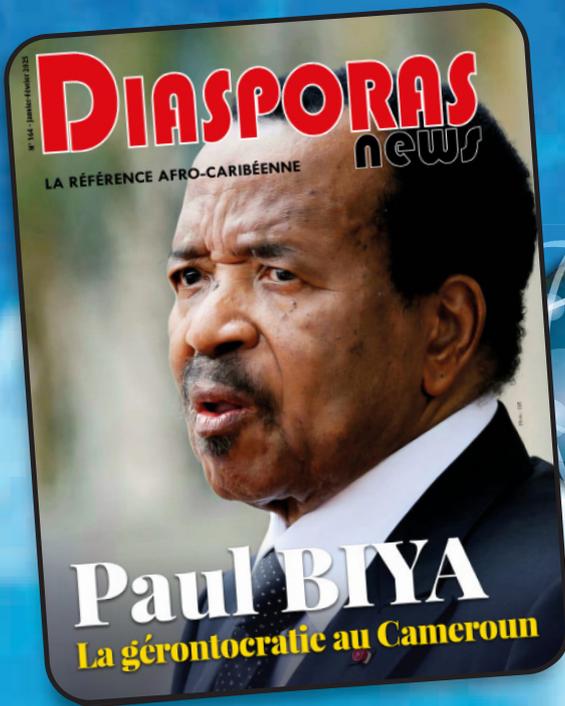
COMMUNIQUER - S'INFORMER
VISIBILITE OPTIMALE - IMPORTANTE DIFFUSION

DIASPORAS
 news
 LA RÉFÉRENCE AFRO-CARIBÉENNE

Premier Magazine
GRATUIT

Rejoignez-nous !

1 AN
30€
 Frais de port inclus



Flashez-moi



Recevoir
directement
votre magazine
chez vous

Restez informé

ABONNEMENT

Oui, je reçois **Diasporas-News** magazine pour **30€** par an.

Nom _____
 Prénoms _____
 Adresse _____
 Code postal _____ Ville _____
 E-mail _____
 Tél. _____

* Je ne paye que les frais d'envoi et de gestion : 30€ (France métropolitaine).
 * Abonnement annuel pour recevoir 11 numéros par voie postale.

* Je règle par chèque bancaire ou postal ci-joint à l'ordre de DCS Group

En application de la Loi Informatique et Libertés du 6 janvier 1978, vous bénéficiez d'un droit d'accès et de rectification des informations vous concernant, en vous adressant au service des abonnements.

Date _____ Signature _____

A retourner avec votre règlement à l'ordre de
DCS Group - 39, rue Félix Faure - 92700 COLOMBES

LA MEILLEURE SOLUTION POUR TOUTES VOS PUBLICITES



Disponible dans les grandes villes de France : Paris, Marseille, Lyon, Tours, Nice, Bordeaux, Lille, Le Havre, Nantes...

Ambassades, consulats, grandes institutions, associations, grands événements, restaurants, salons de coiffure, agences de voyages, lieux de transit (gares et aéroports).

Diffusion : 100 000 exemplaires

DIASPORAS-NEWS

39, Rue Félix Faure - 92700 COLOMBES - FRANCE

CONTACT : Tél. +339 50 78 43 66 OU +336 34 56 53 57 / E-mail : contact@diasporas-news.com - WWW.DIASPORAS-NEWS.COM

RETROUVEZ DIASPORAS-NEWS SUR FACEBOOK



*La Direction et l'ensemble
du personnel vous souhaitent*

Bonne & Heureuse Année

2 0 2 5